

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 29/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (forme 10)

Grand Port maritime de Marseille - Terre plein de Mourepiane -Porte 4
CS 40034
13016 Marseille

Références : D-2025-0270

Code AIOT : 0006412373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (forme 10) implanté forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille 13016 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'arrêté de mise en demeure en date du 4 juin 2024, et à l'inspection réalisée le 3 octobre 2014.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (forme 10)
- forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille 13016 Marseille
- Code AIOT : 0006412373
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société Chantier Naval de Marseille exerce une activité de réparation, d'entretien et de peinture de navire, au sein de la forme 10 des bassins Est du GPMM.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Astreinte	
3	Stockage de peinture	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Rétentions	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Emissions de COV	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.5.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Surveillance des niveaux sonores	AP Complémentaire du 31/07/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance rejets aqueux TBT	AP Complémentaire du 20/01/2025, article 2 et 3	Sans objet
5	Propreté	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Sans objet
7	Surveillance des émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CNM a réalisé (ou est en train de réaliser) les actions nécessaires pour une partie des non-conformités constatées lors des précédentes inspections et à l'origine de l'arrêté de mise en demeure en date du 4 juin 2024.

Toutefois, certaines non-conformités, en particulier pour ce qui concerne les rejets aqueux, persistent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13016) est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :• de respecter les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023 et de l'article 5.10 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé pour les rejets aqueux issus des formes [...]
Constats : Les analyses rejets aqueux réalisées entre décembre 2024 et février 2025 révèlent des non conformités pour les paramètres DCO et AOX. Il apparaît que les actions mises en œuvre suite aux précédents dépassements constatés ne permettent pas à ce stade le respect des valeurs limites de rejet. La société CNM a informé l'inspection que le nouveau système de collecte et de traitement mis en place par le GPMM doit être fonctionnel en septembre 2025. Dans l'attente, la société CNM devra mettre en œuvre de nouvelles actions correctives afin de respecter les valeurs limites de rejets applicables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 2 : Surveillance rejets aqueux TBT

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/01/2025, article 2 et 3		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux		
Prescription contrôlée : Article 2- Paramètre à surveiller <i>L'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2023-171 ENREG du 17 août 2023 est complété comme suit :</i> Le tableau des paramètres à mesurer est complété de la ligne suivante : <table><tr><td>Tributylétain (CAS 688-73-3)</td><td>Semestrielle</td></tr></table>	Tributylétain (CAS 688-73-3)	Semestrielle
Tributylétain (CAS 688-73-3)	Semestrielle	
Article 3- Valeur limite d'émission <i>L'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n°2023-171 ENREG du 17 août 2023 est complété comme suit :</i>		

<p>L'exploitant procède à la recherche du Tributylétain dans les effluents résiduaire de l'activité des aires de carénage, collectés et dirigés vers la station de traitement avant rejet dans le milieu. Que ce soit avant (installation temporaire) ou après la mise en fonctionnement des installations de collecte et de traitement des eaux mises en œuvre par le GPMM, la valeur limite d'émission avant rejet dans le milieu naturel du Tributylétain est fixée en concentration moyenne journalière à 25 µg/L.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société CNM a bien intégré la recherche du Tributylétain dans son programme d'autosurveillance des effluents résiduaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Stockage de peinture

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13016) est mise en demeure :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté : <p>[...]</p> <p>de respecter les dispositions de l'article 2.8.5 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023 en réalisant le stockage des peintures dans des conteneurs dédiés et disposant de rétentions correctement dimensionnées, et en disposant d'un registre permettant de connaître la quantité de peinture stockée</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La société CNM a mis en place un registre de suivi des quantités de peinture stockées sur site.</p> <p>Toutefois, afin de répondre mieux aux exigences réglementaires, la société CNM devra effectuer ce suivi en masse, et non en volume (comme actuellement).</p> <p>La consultation de ce registre n'a pas révélé de dépassement des quantités maximales autorisées.</p> <p>Le jour de l'inspection, le stockage des peinture était réalisé dans des conteneurs dédiés, munis de rétentions correctement dimensionnées au regard du volume stocké.</p> <p>Concernant les conditions de stockage des peintures en phase d'application, l'inspection a constaté que plusieurs rétentions mobiles étaient présentes en fond de forme, mais plusieurs pots de peintures étaient entreposés en dehors de ces rétentions.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société CNM devra transmettre à l'inspection, dans un délai d'un mois, le détail des mesures mises en œuvre afin de s'assurer que l'ensemble des pots de peintures présents en fond de forme est stocké sur des rétentions correctement dimensionnées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13016) est mise en demeure :

[...]

- dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

[...]

de respecter les dispositions de l'article 4.11 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé en procédant au stockage de la totalité des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sur des rétentions correctement dimensionnées

[...]

Constats :

Le jour de l'inspection, l'inspection a constaté que l'ensemble des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est stocké sur des rétentions correctement dimensionnées. Il a toutefois été constaté la présence d'eau de pluie contaminée dans l'ensemble des rétentions associées à un stockage non couvert. La société CNM a transmis les documents justifiant du pompage et de l'élimination de ces eaux.

Concernant les peintures, leur stockage était réalisé dans des conteneurs dédiés, munis de rétentions correctement dimensionnées au regard du volume stocké.

Concernant les conditions de stockage des peintures en phase d'application, l'inspection a constaté que plusieurs rétentions mobiles étaient présentes en fond de forme, mais plusieurs pots de peintures étaient entreposés en dehors de ces rétentions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société CNM devra transmettre à l'inspection, dans un délai d'un mois, le détail des mesures mises en œuvre afin de s'assurer que l'ensemble des pots de peintures présents en fond de forme est stocké sur des rétentions correctement dimensionnées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Propreté

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13016) est mise en demeure :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté : • de respecter les dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé en maintenant le site propre, notamment aux abords du milieu naturel et des réseaux s'y rejetant directement, et en s'assurant que les dispositifs de stockage de déchets ne présentent pas de risque de débordement ou d'envols.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le site était maintenu propre le jour de l'inspection. En particulier, l'ensemble des déchets étaient stockés dans des contenants adaptés.</p> <p>En outre, la société CNM a été en mesure de présenter le registre relatif aux rondes environnementales effectuées régulièrement. Cette démarche intègre la vérification du bon nettoyage de la forme avant sa remise en eau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Emissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, COV
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de permettre d'une part un suivi régulier des émissions de COV et des évolutions techniques relatives à la captation des rejets sur ce type d'installation, et d'autre part de la possibilité de réduire ou suspendre l'utilisation des composés les plus nocifs, l'exploitant réalise et transmet les études suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une étude technico-économique relative à la possibilité de procéder au captage, au traitement et à la réduction des rejets atmosphériques de COV dans le cadre des opérations de peinture des navires. Cette étude est réalisée est transmise à l'inspection tous les ans. La première étude sera remise dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Elle est basée sur un parangonnage mené sur les installations similaires situées sur le territoire européen.

<p>Ce document doit comprendre à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un inventaire des techniques disponibles pour limiter, capter et traiter les rejets de COV lors des opérations de peinture • pour chacune des techniques identifiées, une analyse technique et économique relative à leur mise en œuvre sur le site • le détail des techniques et procédures mises en œuvre à l'issue de cette analyse. • Un bilan chiffré de l'impact sur les émissions de COV <p>• Une synthèse quantitative et qualitative des COV émis lors de l'année écoulée. Cette étude est réalisée chaque année N et transmise à l'inspection au plus tard le 31 janvier de l'année N+1</p>
<p>Constats :</p> <p>La société CNM a transmis le bilan quantitatif et qualitatif des COV émis au cours de l'année 2024. Elle a également transmis les études technico-économiques relatives relative à la possibilité de procéder au captage, au traitement et à la réduction des rejets atmosphériques de COV dans le cadre des opérations de peinture des navires, ainsi qu'à la réduction de l'utilisation des COV les plus nocifs.</p> <p>Le contenu de ses études se limite à une présentation rapide des différentes solutions sans réelle analyse technico-économique de l'applicabilité au site de la forme 10, et sans analyse de l'impact. Les études présentées sont insuffisantes pour répondre aux dispositions de l'article 2.5.4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023.</p> <p>Il est à noter qu'une des actions mises en œuvre afin de réduire les émissions de COV consiste au remplacement de certaines peintures par des produits à base de silicone. Toutefois, bien que ces produits émettent moins de COV, ils sont composés en partie de COV CMR (cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction) ce qui a pour effet de doubler la part de COV CMR émis, alors même que l'un des objectifs de ces études est de réduire l'utilisation des COV les plus nocifs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Surveillance des émissions de COV

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, COV</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant propose à l'inspection au plus tard deux mois à compte de la notification du présent arrêté, un programme de surveillance environnementale intégrant une ou plusieurs campagnes de mesures en dynamique représentative des conditions météorologiques sur une année.</p> <p>Les systèmes de mesures en continu mis en place sont précisés. Ils permettent de mesurer les pics de concentrations en COV et en poussières (particules fines PM 2,5 et PM10).</p> <p>Cette surveillance est mise en place au plus tard quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours.</p> <p>Dans tous les cas, les conditions météorologiques telles que la température, la pression, les</p>

précipitations, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée pendant toute la durée de la campagne de surveillance.

Ce programme de surveillance est basé sur le guide INERIS DRC-16-158882-12366 A de novembre 2016 relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé.

Le programme de surveillance doit être réalisé dans des conditions représentatives de l'activité du site.

Dans le cas d'une campagne de surveillance ponctuelle, la durée cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum comprise entre 14 % (cas des dispositifs mobiles de mesures) et 33 % (cas de dispositifs fixes) de la durée de la période que l'on cherche à caractériser (soit respectivement 8 semaines et 18 semaines pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours).

Le nombre d'emplacements de points de mesure, les conditions dans lesquels les systèmes de mesure sont installés et exploités et, de manière plus globale, la stratégie de surveillance sont décrits dans le programme de surveillance. L'implantation spatiale des points de mesure et le choix des matrices (air, retombées de poussières) analysées doit être dûment justifiée au regard des modélisations de rejets de polluants atmosphériques et des conditions environnementales locales de façon à couvrir les zones de retombées maximales et les zones comprenant potentiellement des cibles sensibles (zones d'habitation, écoles ...). Un emplacement (propre à chaque polluant surveillé) positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le bruit de fond est détaillé dans le programme de surveillance.

Les campagnes de mesures de cette surveillance sont effectuées par un organisme tiers agréé, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Conformément à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation, si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs propres rejets et de répondre aux prescriptions du présent arrêté.

Un rapport d'étape est transmis à l'Inspection à la moitié de la réalisation du programme de surveillance.

Le rapport final exposant les résultats du programme de surveillance est transmis à l'Inspection au plus tard 3 mois après la fin de ce programme.

Constats :

Le programme de surveillance, dont le contenu et les modalités ont été préalablement portés à la connaissance de l'inspection, a démarré en mars 2025.

Un premier rapport doit être transmis à l'inspection en septembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/07/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un système de monitoring pour mesurer en continu l'impact des nuisances sonores auprès des riverains et en limite de l'ICPE. Il permet de s'assurer que les mesures respectent les normes et conditions de relevés conformes avec les exigences de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

Il prévoit au moins 3 points de mesure, l'un positionné en limite de l'ICPE et deux positionnés au niveau des premières habitations.

L'exploitant doit justifier à l'inspection des installations classées sur la base d'une étude réalisée par une société spécialisée la position préférentielle des points de mesure.

Ce système est mis en place pour une durée minimale d'un an jusque fin juillet 2025.

Un bilan des résultats de mesures est réalisé tous les trois mois et transmis à l'inspection. Ce bilan comprend en particulier :

- l'évolution dans le temps des niveaux sonores mesurés,

- une analyse statistique des niveaux sonores mesurés,

- l'analyse de la corrélation entre les niveaux sonores mesurés et l'activité du site,

- l'analyse des résultats de mesures au regard de la réglementation relative au bruit émis par les ICPE.

Le rapport final exposant les résultats du programme de surveillance est transmis à l'Inspection au plus tard 3 mois après la fin de ce programme.

Les dispositions définies au 1^{er} alinea du présent article seront revues selon les conclusions de ce bilan.

Une mesure réglementaire du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée aux 3 points de mesure précités avant le 1^{er} septembre 2024. Cette mesure est effectuée selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Selon le résultat de ces mesures, l'exploitant devra, en cas de non-conformité, proposer et mettre en œuvre des solutions d'amélioration de l'impact sonore de l'activité sur son environnement.

Constats :

La société CNM a transmis les deux premiers rapports trimestriels des mesures acoustiques.

Malgré les demandes de l'inspection, ces documents ne contiennent pas l'ensemble des données nécessaires pour s'assurer de la validité des résultats présentés. En particulier les différentes valeurs LAeq et L50 mesurées et calculées devront être transmises afin de justifier le calcul des émergences présentées dans les rapports.

En outre, il apparaît que le nombre de dépassements directement lié à l'activité de la société CNM a augmenté entre les deux campagnes de mesure. Le dernier rapport révèle un dépassement durant 3,6% du temps de manière globale, et de 6,7% du temps en période nocturne.

La société CNM indique avoir établi une charte à destination des navires accueillis afin de limiter les émissions sonores provenant directement des navires, et procédé à la sensibilisation des intervenants afin de réaliser les activités les plus bruyantes en dehors des périodes nocturnes

(disposition prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement). En outre, un mur antibruit composé de containers maritimes a été aménagé sur une partie du quai de la forme 10.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société CNM devra transmettre à l'inspection le détail des mesures réalisées lors des dernières campagnes. Elle devra également évaluer les mesures correctives mises en œuvre, et en proposer de nouvelles dans l'hypothèse où les dépassements perdureraient.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois